



DÉCISIONS

CONSEIL MUNICIPAL DU

22 JANVIER 2020

**Adresser toute correspondance
à Monsieur le Maire
Hôtel de Ville de Noisy-le-Sec**

Place du Maréchal-Foch
93134 Noisy-le-Sec Cedex
Tél. 01 49 42 66 00
Fax : 01 48 43 70 96

www.noisylesec.fr




DM19_107	13/11/2019	Régie d'avances pour le fonctionnement du service municipal de la jeunesse. Modification.
DM19_108	07/11/2019	Approbation Du Contrat De Cession Passe Entre L'association Les Cre'arteurs, Est Ensemble Et La Ville De Noisy-Le-Sec Concert Sofiane Saidi - Fffa 2019
DM19_109	28/11/2019	Approbation De La Convention D'ouverture D'une Ligne De Trésorerie A Hauteur De 5 000 000 Euros Entre Arkea Banque et La Ville De Noisy Le Sec
DM19_110	27/11/2019	Versement d'une subvention à l'association Les herbes folles au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM19_111	27/11/2019	Versement d'une subvention à l'association Les butineurs de Noisy au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM19_112	27/11/2019	Versement d'une subvention à l'association B-Attitude au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM19_113	27/11/2019	Versement d'une subvention à l'association Méli-Mélio Family au titre du Fonds d'Initiatives Associatives
DM19_114	10/12/2019	Cession du véhicule Renault Trafic immatriculé 286 TX 93
DM19_115	03/12/2019	Approbation du deuxième avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur dans le cadre de la résidence d'artiste de septembre 2018 à avril 2019
DM19_116	04/12/2019	Approbation de la convention de production d'œuvres passée entre Tony Regazzoni et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain, dans le cadre de l'anniversaire de La Galerie
DM19_117	04/12/2019	Demande de subvention annelle de fonctionnement de 50.000€ auprès du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie centre d'art contemporain pour l'année 2020
DM19_118	20/12/19	Signature d'une convention partenariale relative à la mise à disposition subventionnée d'un travailleur social au commissariat de Noisy-le-Sec
AOO 2019/4683	25/11/2019	Assurances de la ville, du CCAS et du théâtre des Bergeries - lot 1 : assurances dommages aux biens mobiliers et immobiliers Notifié le 25/11/2019 à assurances Pilliot sis rue de Witernesse BP40002 à Aire sur la Lys cedex (62921) pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois. Montant estimatif annuel pour le lot 1 : 70 000 € TTC
AOO 2019/4683	25/11/2019	Assurances de la ville, du CCAS et du théâtre des Bergeries- lot 2 : assurances dommages aux biens mobiliers et immobiliers, notifié le 25/11/2019 à Smacl assurances sise 141 rue Salvador Allendé à Niort cedex 9 (79031) pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois . Montant estimatif annuel pour le lot 2 : 200 000 € TTC
AOO 2019/4683	25/11/2019	Assurances de la ville, du CCAS et du théâtre des Bergerie - lot 3 : assurance flotte automobile et risques annexe, notifié le 25/11/2019 à Smacl assurances sise 141 rue Salvador Allendé à Niort cedex 9 (79031) pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois. Montant estimatif annuel pour le lot 3 : 70 000 € TTC

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 13/11/2019
Reçu en préfecture le 13/11/2019 N° DM19-107
Affiché le 
ID : 093-219300530-20191113-DM19_107-AR

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

REGIE D'AVANCES POUR LE FONCTIONNEMENT DU SERVICE MUNICIPAL DE LA JEUNESSE.

MODIFICATION

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;

Vu les articles n° R1617-1 à R1617-18 97-1259 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents;

Vu la délibération n° 2017/06-01 du Conseil Municipal en date du 22 juin 2017 autorisant le maire à créer des régies communales en application de l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales;

Vu la décision n° D 12/315 en date du 20 février 2012, portant institution de la régie d'avances pour le Service Municipal de la Jeunesse.

Vu la décision n° D15/231 en date du 5 novembre 2015, portant modification de la régie sus-visée,

Vu l'instruction codificatrice n° 06-031-A-B-M du 21 avril 2006,

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 29 octobre 2019,

DECIDE

Article 1^{er} : La décision n° D15/231 en date du 5 novembre 2015 est abrogée et la décision n° D 12/315 en date du 20 février 2012 est modifiée comme suit :

En son article 4 : La régie paie les dépenses suivantes :

- Achats prestations services	6042
- Carburant	60622
- Alimentation	60623
- Autres fournitures non stockées	60628
- Fournitures de petits équipements	60632
- Locations mobilières	6135
- Documentation générale et technique	6182
- Autres frais divers	6188
- Fêtes et cérémonies	6232
- Transports collectifs	6247
- Divers	6248
- Frais d'affranchissement	6261
- Frais de télécommunications	6262
- Missions	6256
- Voyages et déplacements	6251

Article 2 : Les autres modalités de la décision D 12/315 en date du 20 février 2012 restent inchangées.

Article 3 : Monsieur le Maire et le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Article 4 : Cette décision est soumise aux mêmes règles de publication et de contrôle que les délibérations du Conseil Municipal.

Fait à Noisy-le-Sec, 13 NOV. 2019

P°/Monsieur Le Maire, Laurent RIVOIRE
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement Public Territorial « Est Ensemble »

Dref MENDACI

The image shows a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Dref MENDACI'. Below the signature is a circular official stamp. The text in the stamp includes 'MAIRIE DE NOISY-LE-SEC' at the top and '(Finances)' at the bottom. The center of the stamp features a coat of arms.

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 22/11/2019
Reçu en préfecture le 22/11/2019
Affiché le 510 19 108
ID : 093-219300530-20191107-DM19_108-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DU CONTRAT DE CESSION PASSE ENTRE L'ASSOCIATION LES CRE'ARTEURS, EST ENSEMBLE ET LA VILLE DE NOISY-LE-SEC CONCERT SOFIANE SAIDI – FFFA 2019

Le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du conseil municipal n° 2010/12.01-01 en date du 23 décembre 2010, donnant délégation du Conseil municipal au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant le contrat de cession tripartite proposé par l'Association Les Cre'Arteurs à Est Ensemble-Le Trianon et la Ville de Noisy-le-Sec concernant un concert organisé au Cinéma le Trianon dans le cadre du Festival du Film Franco Arabe de Noisy-le-Sec (FFFA),

D E C I D E

Article 1: Approuve ledit contrat de cession du droit d'exploitation d'un concert dénommé « Sofiane Saidi » proposé par l'Association Les Cre'Arteurs qui aura lieu le 10 novembre 2019 dans le cadre du FFFA au sein du Cinéma le Trianon – 71 place Carnot à Romainville, pour un montant de 633 euros TTC (six cent trente-trois euros TTC) à la charge de la Ville de Noisy-le-Sec et 422 euros TTC (quatre cent vingt-deux euros TTC) à la charge d'Est Ensemble-Le Trianon.

Article 2 : Précise que ce contrat de cession est approuvé pour la date ci-dessus mentionnée et qu'il prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois, notifié à l'intéressé et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

A Noisy-le-Sec, le 7 novembre 2019

P/o le Maire, Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/11/2019	N°DM19-109
Reçu en préfecture le 28/11/2019	
Affiché le	
ID : 093-219300530-20191128-DM19_109-CC	

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

APPROBATION DE LA CONVENTION D'OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE A HAUTEUR DE 5 000 000 EUROS ENTRE ARKEA BANQUE ET LA VILLE DE NOISY LE SEC

Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec,

Vu les articles L2122-22 et L2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation au Maire par le conseil municipal en vertu de l'article L2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales de certaines attributions pour la durée de son mandat, concernant notamment la réalisation des emprunts et de gestion active de la dette, et spécifiant les conditions d'habilitation du Conseil Municipal au Maire en matière d'opérations financières.

Vu l'arrêté municipal n° 14-880 en date du 14 avril 2014 et notamment l'article 1^{er} et l'article 2, Monsieur Dref MENDACI en qualité d'Adjoint au Maire, reçoit délégation permanente de fonction, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, sur les secteurs des finances et du développement économique et l'autorise au titre de cette délégation à signer tous types d'actes relatifs aux secteurs des finances et du développement économique, qu'ils relèvent des compétences propres du Maire ; des décisions prises sur le fondement de l'article L.2122-22 3°, 7° et 21 ° du code général des collectivités territoriales ou d'une délibération exécutoire du Conseil Municipal,

Considérant la nécessité de contracter une ligne de trésorerie pour parfaire à nos besoins de trésorerie,

Vu la mise en concurrence effectuée auprès d'établissements bancaires,

Vu la proposition établie par ARKEA BANQUE.

DECIDE

Article 1er :

La ville de Noisy le Sec décide de contracter auprès de ARKEA BANQUE une ouverture de ligne de crédit de trésorerie pour un montant de 5 000 000 € et dont les spécificités s'établissent comme suit :

- * Montant : 5 000 000 €
- * Durée : 1 an maximum (du 24/12/2019 au 24/12/2020)
- * Taux d'intérêt : Variable
- * Calcul des intérêts : Nbre J exact / 360
- * Marge uniquement payée : flooré + 0.30 %
- * Index : TI3M - Euribor 3 mois moyenne mensuelle
- * Paiement des intérêts : Trimestriel sans capitalisation des intérêts
- * Frais de dossier : Néant
- * Commission d'engagement : 0.05 % du montant, soit 2 500 €
- * Commission de mouvement : Néant
- * Commission de non-utilisation : Néant
- * Outils d'informations : Accès internet gratuit
- * Tirages :
Montant minimum : 10 000 €
Vir, interbancaire en J avant 15 h // en J+1 après 16 h
J = 1 jour ouvré
- * Remboursements : Sans frais si confirmation en J par internet
Avant 11h30

Article 2 : autorise Monsieur le Maire à signer le contrat d'ouverture de crédit de trésorerie avec ARKEA BANQUE.

Article 3 : autorise Monsieur le Maire à procéder sans autre décision aux demandes de tirages des fonds et aux remboursements des sommes dues, dans les conditions prévues au contrat.

Article 4 : dit que les crédits seront inscrits au budget primitif 2019 et 2020

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : la présente décision ainsi que le contrat s'y afférant seront transmis à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, à Monsieur le Trésorier et ARKEA BANQUE.

Fait à Noisy-le-Sec, le 28 NOV. 2019



P^r/Monsieur le Maire, Laurent Rivoire
L'Adjoint délégué aux finances et à la vie associative
Vice-Président de l'Etablissement
Public Territorial « Est Ensemble »

D^r MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/11/2019
Reçu en préfecture le 28/11/2019
Affiché le
ID : 093-219300530-20191127-DM19_110-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Versement d'une subvention à l'association Les herbes folles au titre du Fonds d'Initiatives Associatives

Monsieur le Maire,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21,

Vu la délibération du conseil municipal n°2019/06-21 en date du 13 juin 2019, concernant la simplification du dispositif du Fonds d'Initiatives Associatives

Vu le versement d'une enveloppe de 12 000 € par l'Etat dans le cadre de la programmation 2019 du contrat de ville à la commune pour le pilotage du dispositif du Fonds d'Initiatives Associatives

Vu la réunion de la commission d'instruction des demandes de subvention déposées au titre du Fonds d'Initiatives Associatives qui s'est réunie le 22 octobre 2019

Considérant la demande de subvention déposée au titre du Fonds d'Initiatives Associatives par l'association Les herbes folles pour son projet « Paroles d'habitants et de jardiniers »

Considérant que la commission d'instruction des demandes de subvention déposées au titre du Fonds d'Initiatives Associatives a validé la conformité du projet au regard des critères d'attribution d'un financement au titre de ce dispositif,

DECIDE

Article 1 :

De procéder au versement d'une subvention de 2 400 € à l'association Les herbes folles pour son projet « Paroles d'habitants et de jardiniers » au titre de la seconde partie de la programmation du Fonds d'Initiatives Associatives 2019

Article 2:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compte de la notification ou de la publication de l'acte.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 27 Novembre 2019

Monsieur le Maire

Laurent RIVOIRE



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/11/2019

Reçu en préfecture le 28/11/2019

Affiché le

ID : 093-219300530-20191127-DM19_111-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Versement d'une subvention à l'association Les butineurs de Noisy au titre du Fonds d'Initiatives Associatives

Monsieur le Maire,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21,

Vu la délibération du conseil municipal n°2019/06-21 en date du 13 juin 2019, concernant la simplification du dispositif du Fonds d'Initiatives Associatives

Vu le versement d'une enveloppe de 12 000 € par l'Etat dans le cadre de la programmation 2019 du contrat de ville à la commune pour le pilotage du dispositif du Fonds d'Initiatives Associatives

Vu la réunion de la commission d'instruction des demandes de subvention déposées au titre du Fonds d'Initiatives Associatives qui s'est réunie le 22 octobre 2019

Considérant la demande de subvention déposée au titre du Fonds d'Initiatives Associatives par l'association les butineurs de Noisy pour son projet « Actions autour du jardin partagé »

Considérant que la commission d'instruction des demandes de subvention déposées au titre du Fonds d'Initiatives Associatives a validé la conformité du projet au regard des critères d'attribution d'un financement au titre de ce dispositif,

DECIDE

Article 1 :

De procéder au versement d'une subvention de 1 750 € à l'association les butineurs de Noisy pour son projet « Actions autour du jardin partagé » au titre de la seconde partie de la programmation du Fonds d'Initiatives Associatives 2019

Article 2:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compte de la notification ou de la publication de l'acte.

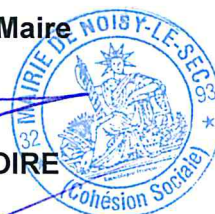
Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 27 Novembre 2019

Monsieur le Maire

Laurent RIVOIRE



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/11/2019
Reçu en préfecture le 28/11/2019
Affiché le <i>SLO 112</i>
ID : 093-219300530-20191127-DM19_112-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Versement d'une subvention à l'association B-Attitude au titre du Fonds d'Initiatives Associatives

Monsieur le Maire,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21,

Vu la délibération du conseil municipal n°2019/06-21 en date du 13 juin 2019, concernant la simplification du dispositif du Fonds d'Initiatives Associatives

Vu le versement d'une enveloppe de 12 000 € par l'Etat dans le cadre de la programmation 2019 du contrat de ville à la commune pour le pilotage du dispositif du Fonds d'Initiatives Associatives

Vu la réunion de la commission d'instruction des demandes de subvention déposées au titre du Fonds d'Initiatives Associatives qui s'est réunie le 22 octobre 2019

Considérant la demande de subvention déposée au titre du Fonds d'Initiatives Associatives par l'association B-Attitude pour son projet « Le réveillon de la Renardièrre »

Considérant que la commission d'instruction des demandes de subvention déposées au titre du Fonds d'Initiatives Associatives a validé la conformité du projet au regard des critères d'attribution d'un financement au titre de ce dispositif,

DECIDE

Article 1 :

De procéder au versement d'une subvention de 3 000 € à l'association B-Attitude pour son projet « Le réveillon de la Renardièrre » au titre de la seconde partie de la programmation du Fonds d'Initiatives Associatives 2019

Article 2:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compte de la notification ou de la publication de l'acte.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le *27 Novembre 2019*

Monsieur le Maire

Laurent RIVOIRE



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 28/11/2019
Reçu en préfecture le 28/11/2019 N° DM19_113
Affiché le **SLO**
ID : 093-219300530-20191127-DM19_113-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Versement d'une subvention à l'association Méli-Mélo Family au titre du Fonds d'Initiatives Associatives

Monsieur le Maire,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21,

Vu la délibération du conseil municipal n°2019/06-21 en date du 13 juin 2019, concernant la simplification du dispositif du Fonds d'Initiatives Associatives

Vu le versement d'une enveloppe de 12 000 € par l'Etat dans le cadre de la programmation 2019 du contrat de ville à la commune pour le pilotage du dispositif du Fonds d'Initiatives Associatives

Vu la réunion de la commission d'instruction des demandes de subvention déposées au titre du Fonds d'Initiatives Associatives qui s'est réunie le 22 octobre 2019

Considérant la demande de subvention déposée au titre du Fonds d'Initiatives Associatives par l'association Méli-Mélo Family pour son projet « Fête de quartier de la Sablière »

Considérant que la commission d'instruction des demandes de subvention déposées au titre du Fonds d'Initiatives Associatives a validé la conformité du projet au regard des critères d'attribution d'un financement au titre de ce dispositif,

DECIDE

Article 1 :

De procéder au versement d'une subvention de 1 500 € à l'association Méli-Mélo Family pour son projet « Fête de quartier de la Sablière » au titre de la seconde partie de la programmation du Fonds d'Initiatives Associatives 2019

Article 2:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compte de la notification ou de la publication de l'acte.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine Saint Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 27 Novembre 2019

Monsieur le Maire

Laurent RIVOIRE



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 17/12/2019

Reçu en préfecture le 17/12/2019

Affiché le

SLO

ID : 093-219300530-20191210-DM19_114-AU

DECISION DU MAIRE

N°DM19_114

Prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art. L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Direction Générale Adjointe des Equipements et du Cadre de vie
Direction de la Voirie et de la Circulation / Garage
CE/FM/AE/2019-06

CESSION DU VEHICULE RENAULT TRAFIC IMMATRICULE 286TX93

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 2014_14_04_01, portant délégation à Monsieur le Maire de Noisy-le-Sec, pendant la durée de son mandat, pour les objets et dans les conditions prévues à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'alinéa 10 relatif à l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4600 euros.

Considérant la vétusté du véhicule RENAULT Trafic immatriculé 286TX93 et de la difficulté à se réapprovisionner en pièces détachées (1^{ère} mise en circulation le 23/09/1998), nécessite sa réforme.

Considérant l'achat d'un RENAULT Trafic à la société VILLEMOMBLE AUTOMOBILES sis – 42 avenue Aristide Briand – 93320 PAVILLONS-SOUS-BOIS, incluant la reprise du RENAULT Trafic immatriculé 286TX93.

DECIDE

Article 1

Est repris par la société VILLEMOMBLE AUTOMOBILES – 42 avenue Aristide Briand – 93320 PAVILLONS-SOUS-BOIS, dans le cadre d'un achat portant sur l'acquisition d'un RENAULT Trafic, le RENAULT Trafic immatriculé 286TX93.

Article 2

Ce véhicule sera sorti de l'inventaire.

Article 3

Ampliation de la présente décision sera adressée à Monsieur le Préfet de la Seine Saint Denis, Monsieur le Trésorier principal, aux services des finances

Fait à Noisy-le-Sec, le 10 décembre 2019

Laurent RIVOIRE

Maire de Noisy-le-Sec
Vice-Président de la Métropole du Grand Paris



DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 11/12/2019

Reçu en préfecture le 11/12/2019

Affiché le

ID : 093-219300530-20191203-DM19_115-CC

Approbation du deuxième avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste-auteur dans le cadre de la résidence d'artiste de septembre 2018 à avril 2019

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, que dans le cadre de son programme de résidence d'artistes, La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec Tarek Lakhrissi a été accueilli en résidence du 3/09/2018 au 05/04/2019.

Considérant, qu'une modification est apportée à l'article 11 du présent contrat concernant la vente d'une œuvre vidéo ou sonore produite par La Galerie, centre d'art de Noisy-le-Sec,

Considérant, qu'en cas de vente des œuvres produites par La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, l'Artiste s'engage à en informer la Ville dès la conclusion de la vente et à lui reverser les frais de réalisation décrits à l'article 7 de la convention.

Considérant, que dans le cas de vente d'œuvre vidéo ou sonore, le remboursement des frais de production est exigé lors de la vente des deux premiers exemplaires de l'édition limitée, à hauteur d'un pourcentage du prix de vente de l'œuvre pour chacun des deux exemplaires,

Considérant, que pour le premier exemplaire, l'Artiste devra rembourser 23 % du prix de vente,

DECIDE

- **Article 1** : Approuve le deuxième avenant à la convention d'accueil en résidence d'artiste auteur dans le cadre de la résidence d'artiste de septembre 2018 à avril 2019 passée avec Tarek Lakhrissi, sis, 4, square Crainquebille, 93130 Noisy-le-Sec, relative à :

- Remboursement du prix de vente à hauteur de 23 % du premier exemplaire.

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 4 novembre 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 3 décembre 2019

Pr le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5 ^e CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité - Fraternité

Envoyé en préfecture le 11/12/2019
Reçu en préfecture le 11/12/2019
Affiché le
ID : 093-219300530-20191204-DM19_116-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Approbation de la convention de production d'œuvres passée entre Tony Regazzoni et la Ville pour La Galerie, centre d'art contemporain, dans le cadre de l'anniversaire de La Galerie

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-876 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Jean Thary – premier adjoint au Maire,

Considérant, dans le cadre de la soirée d'anniversaire des 20 ans de La Galerie, centre d'art contemporain l'artiste s'engage à concevoir et réaliser une oeuvre performative le samedi 14 décembre 2019 de 21h à 24h,

Considérant, que l'artiste s'engage à remettre à La Galerie, centre d'art contemporain de Noisy-le-Sec, les éléments le 15 novembre 2019,

DECIDE

Article 1 : Approuve la convention de présentation d'œuvre passée entre Tony Regazzoni, 3 rue Elisée Reclus – 93300 Aubervilliers, relative à :

- Frais de réalisation plafonné à 500 € TTC (Cinq cent euros toutes taxes comprises)
- Cession de droits d'auteur d'un montant de 500 € brut (Cinq cent euros brut)

Article 2 : Dit que la convention est passée pour la date du 26 novembre 2019 et qu'elle prendra effet à sa date de notification.

Article 3 : Dit qu'il sera fait face à la dépense au moyen des crédits inscrits au budget de l'année considérée.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 5 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 décembre 2019

Le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 1^{er} adjoint au Maire
chargé de la culture et du patrimoine

Jean THARY

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
5° CANTON
BOBIGNY
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 11/12/2019
Reçu en préfecture le 11/12/2019
Affiché le
ID : 093-219300530-20191204-DM19_117-AU

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Demande de subvention annelle de fonctionnement de 50.000€ auprès du conseil départemental de la Seine-Saint-Denis en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie, centre d'art contemporain pour l'année 2020

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération du Conseil municipal n° 2017/06-01 du 22 juin 2017 relative à la délégation du pouvoir au Maire dans le cadre de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu, l'arrêté n° 14-880 du 17 avril 2014, portant délégation de fonction à Monsieur Dref MENDACI 5ème Adjoint au Maire, sur les secteurs des finances et de la vie associative,

Considérant que la qualité et la pertinence des actions conduites par La Galerie, centre d'art contemporain, permettent un partenariat renouvelé entre la commune de Noisy-le-Sec et le Département de la Seine-Saint-Denis,

Considérant que le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis soutient financièrement le projet artistique et culturel de La Galerie dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectif 2018-2021,

DECIDE

Article 1 :

Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à solliciter une subvention de 50.000€ (Cinquante mille euros) auprès du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, en soutien à la conduite du projet artistique et culturel de La Galerie pour l'année 2020.

Article 2 : Autorise Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents afférents à cette demande de subvention et à son versement.

Article 3 : Dit que la recette correspondante sera inscrite au chapitre 74, article 7473, fonction 322 du budget de la ville.

Article 4 : Dit que la présente remplace et annule la décision du Maire DM19_096.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution de la présente injonction.

Article 6 : La Direction générale est chargée de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera transmise à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis, à la Trésorerie de Rosny-sous-Bois et sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 4 décembre 2019

**P/° le Maire Laurent RIVOIRE
et par délégation, le 5ème adjoint au Maire
chargé des finances et de la vie associative**



Dref MENDACI

DEPARTEMENT
Seine Saint-Denis
CANTON
Noisy-le-Sec
COMMUNE
NOISY-LE-SEC

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

Envoyé en préfecture le 20/12/2019

Reçu en préfecture le 20/12/2019 N°

Affiché le

ID : 093-219300530-20191220-DM19_118-CC

DECISION DU MAIRE

prise en vertu d'une délégation donnée par le conseil municipal
(art.L 2122.22 & L 2122.23 du CGCT)

Signature d'une convention partenariale relative à la mise A disposition subventionnée d'un travailler social Au commissariat de Noisy-le-Sec

Monsieur le Maire,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2122-21,

Vu le versement d'une enveloppe de 16 450 € à la commune par l'Etat dans le cadre de la programmation 2019 du Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation,

Vu la délibération du conseil municipal n°2019/19-05 en date du 26 septembre 2019, portant sur la mise à jour du tableau des effectifs intégrant la création d'un poste d'intervenant social en commissariat,

Considérant le recrutement de Madame Gaia Riet-Moszkowski au sein des effectifs municipaux en tant qu'intervenante sociale en commissariat à compter du 02 janvier 2020,

Considérant l'accord du commissariat de Noisy-le-Sec pour accueillir dans ses locaux Madame Gaia Riet-Moszkowski en tant qu'intervenante sociale,

DECIDE

Article 1 :

De signer la convention partenariale relative à la mise à disposition subventionnée d'un travailleur social au commissariat de Noisy-le-Sec

Article 2:

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compte de la notification ou de la publication de l'acte.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation sera transmise à M. le Préfet de la Seine-Saint-Denis, au Comptable public de Rosny-sous-Bois et sera inscrite au registre des actes de la Mairie.

Fait à Noisy-le-Sec, le 20 Décembre 2019

Monsieur le Maire

Laurent RIVOIRE

